

Rapport succinct de mission à Lyon du 16 au 17 novembre 2000

Objet : rencontre direction de la SODEFOR

Dominique Louppe
20 novembre 2000

Calendrier :

Jeudi 16 - 18h30 : Participation au cocktail offert à la délégation ivoirienne participant au salon Classe-Export

Vendredi 9h-11h45 : visite au salon Classe-Export et entretien avec M. Aïdara et Sangaré

Personnes rencontrées :

- **Jean-Claude Kouassi**, ancien ministre de l'environnement et des forêts, actuel président du conseil d'administration de la SODEFOR, ayant participé activement à la préparation de la nouvelle politique forestière de Côte d'Ivoire avec Tidiane Thiam, ex-ministre du plan.

- **Aïdara Gouessé** : directeur général de la Sodefor

- **Mamadou Sangaré** : directeur des projets de la Sodefor

La délégation ivoirienne (voir liste des membres de la délégation en annexe) était dirigée par le Ministre de l'Economie et du Commerce. La Côte d'Ivoire présentait le seul stand africain de ce salon dont l'objectif est de faciliter les échanges commerciaux internationaux. La COFACE y avait d'ailleurs un stand important.

Principaux points abordés

Nouvelle politique forestière : en 10 mois, il y a eu 4 ministres de l'environnement et des forêts. Aucun n'a eu le temps de prendre connaissance du dossier en détail et rien n'a évolué. Avec la stabilité retrouvée, du moins les Ivoiriens en semblent sûrs, le dossier devrait être repris et évoluer assez rapidement. Pour la Sodefor, cela signifie l'arrêt prochain des exportations de grumes de Teck et donc de ses ressources financières.

Objet de la présence de la Sodefor au salon : pour maintenir ses ressources financières, la Sodefor doit vendre ses grumes à des industries capables de les transformer en Côte d'Ivoire. Or l'infrastructure industrielle ivoirienne ne comprend pas d'unité de transformation de bois de petites dimensions. La Sodefor recherche des partenaires pour créer cet outil. Deux pré-projets, ci-joints en annexe ont été rédigés dans ce sens.

1. Transformation de grumes de petites dimensions issues de plantations (Teck, Fraké, Framiré, Cedrela, Gmelina...)
2. Fabrication de charbon de bois avec les petits bois d'éclaircie et les déchets d'usinage.

La Sodefor nous demande de transmettre ces dossiers à des partenaires potentiels si nous en connaissons (question posée au Programme bois : Vernay-Girard... ?).

Les organisateurs de l'accueil des ivoiriens nous proposent d'assurer un rôle d'expertise ou d'appui éventuel dans la suite du projet. Nos prestations seraient alors rémunérées contractuellement.

Relations SODEFOR-CIRAD : la Sodefor attend le retour de l'accord cadre dont je leur ai assuré qu'il ne devrait plus tarder. M. Aïdara envisage de revenir en France assez rapidement pour rencontrer l'ONF et le CIRAD et mieux préciser les partenariats futurs. La Sodefor est très inquiète de la disparition de la recherche forestière ivoirienne dont elle aurait grandement besoin. Les possibilités de travailler avec le CIRAD qui possède la mémoire des recherches menées en Côte d'Ivoire seront évoquées lors de la venue de M. Aïdara ainsi que l'impact de la nouvelle politique forestière sur les nouveaux besoins en recherche.

Divers

N'Klo Ouattara, avec qui j'ai travaillé 10 ans, est toujours sous-directeur du reboisement et de la lutte contre la désertification aux Eaux et Forêts.

Offi Koffi, ancien collègue de Korhogo, est actuellement directeur technique à la Sodefor.

Aïdara m'a dit qu'il commençait une réelle décentralisation de la Sodefor ce qui améliore l'ambiance et l'efficacité.

La Sodefor étudie les possibilités de partenariat avec des sociétés qui souhaitent investir dans le reboisement et souhaiterait mieux appréhender les possibilités nouvelles que représente la création de " puits de carbone ".

La non poursuite de la mise en œuvre des aménagements en zone de savane est liée à deux facteurs majeurs :

1. L'impossibilité de vendre le bois de feu fût-ce au prix coûtant du façonnage.
2. La promulgation d'une loi (1996 ?) interdisant toute exploitation de bois d'œuvre au nord du 8ème parallèle (loi qui ne souffre d'aucune exception pour faciliter les contrôles).

J'ai été contacté plusieurs fois par Jaacko Poyri (GB) qui souhaitait avoir des précisions sur mon article (avec G. Maldonado) sur le Teck de Côte d'Ivoire paru dans Unasyuva (FAO).

La Sodefor mettra les moyens nécessaires à la disposition d'Adou Kouablan pour qu'il fasse les récoltes de feuilles de Teck avant sa venue en stage.

FICHE PROJET

Intitulé : **VALORISATION INDUSTRIELLE DES BOIS DE PETIT
DIAMETRE DES PLANTATIONS FORESTIERES DE
LA SODEFOR**

Résumé:

De 1966 à ce jour, la SODEFOR a constitué un gisement de plusieurs millions de m³ qui restent largement sous valorisé. Ce projet vise principalement à faire connaître le potentiel de bois de « petits diamètres » existant dans les plantations forestières gérées par la SODEFOR et à attirer des investisseurs pour en assurer une meilleure valorisation.

Du point de vue environnemental, ce projet offre l'avantage de réduire la pression sur les forêts naturelles par l'intensification de la sylviculture en plantation.

Par ailleurs, ce projet permet :

- d'améliorer les recettes tirées par la SODEFOR de l'exploitation des bois de petit diamètre ;
- d'associer le secteur privé tant national qu'étranger, au développement des activités de la SODEFOR ;
- de créer une plus-value plus importante ;
- de créer des emplois.

Agence d'exécution: **SOCIETE DE DEVELOPPEMENT DES FORETS
(SODEFOR)
01 BP 3770 ABIDJAN 01
TEL : 22-44-46-16 / 22-44-36-02
FAX : 22-44-99-07 / 22-44-02-40 / 22-44-97-40**

Partenaires souhaités : **SODEFOR
OPERATEURS NATIONAUX
OPERATEURS ETRANGERS**

Financement : **SODEFOR / ETAT : 20 à 25 %
OPERATEURS PRIVES NATIONAUX : 30 à 35 %
OPERATEURS PRIVES EXTERIEURS : 45 %**

Date de démarrage : **Dès identification des partenaires et la mise en place
des fonds**

CONTEXTE

Avant l'Indépendance de la Côte d'Ivoire en 1960, les colons pratiquaient le reboisement surtout en TECK (6715 ha en 1966) tout le long de la voie ferroviaire pour servir de bois de combustible pour la marche des trains à chaudière.

Avec la création de la Société de Développement des Plantations Forestières (SODEFOR), l'Etat a imprimé une nouvelle dynamique à ce processus de reboisement. Une nouvelle politique axée sur la diversification des essences et la mécanisation a été mise en place.

Grâce à l'appui des partenaires au Développement, de vastes programmes ont été initiés qui ont abouti à ce jour à la création d'environ 130.000 ha, toutes essences confondues.

Actuellement, l'immense potentiel ligneux sur pied ainsi constitué est peu ou insuffisamment valorisé par les industriels locaux qui continuent de s'approvisionner en grumes de gros diamètres (60 cm et plus) dans les forêts naturelles en Côte d'Ivoire et /ou à l'étranger selon les cas.

La réduction rapide, voire la disparition, des capacités des forêts naturelles eu égard à la pauvreté de celles-ci, induit la nécessité de s'orienter de plus en plus, vers les bois de plantations pour les opérateurs qui désirent continuer d'investir dans le secteur bois. Mais, cette adaptation doit être impérativement accompagnée d'une reconversion technologique du matériel de transformation existant.

LE PROJET

1. Objectif

L'objectif vise à présenter le potentiel de bois de petits diamètres dans les plantations forestières en Côte d'Ivoire en vue d'attirer les investissements privés pour sa valorisation industrielle.

2. Problème à traiter

La SODEFOR gère actuellement environ 130.000 hectares d'essences diverses dont les principales, qui font l'objet d'une exploitation commerciale, sont consignées dans le tableau ci-après. L'ensemble de ces plantations sont situées entre le 5^{ème} et le 8^{ème} parallèle (voir carte jointe).

**PRINCIPALES ESSENCES PLANTEES PAR LA SODEFOR DEPUIS 1966
ET FAISANT L'OBJET D'UNE EXPLOITATION COMMERCIALE**

Essences	Cedrela	Fraké	framiré	Gmélina	Samb a	teck
1966**			66	880	39	6715
1967		5	313		130	346
1968	152		670	55	168	565
1969	68	52	662		166	1062
1970	155	51	523		29	1242
1971		15	552		34	1201
1972		10	851		12	1194
1973	34	281	1173		73	1350
1974		387	341		121	1345
1975	133	511	278	1	258	642
1976	220	998		43	24	468
1977	351	437		20	27	206
1978	734	1003		4	16	57
1979	1106	2730			516	
1980	1798	2046	2		43	
1981	1478	3066	45	151	238	38
1982	1458	2056	157	18	281	
1983	791	4046	173	5	30	
1984		196	29	1	50	2368
1985	142	1663	588	247	72	3744
1986	265	1086	714	238		1220
1987	470	1171	966	503	316	1662
1988	231	568	886	781	76	1248
1989	417	469	887	1038	59	1235
1990	197	494	331	393	180	947
1991			221	303	234	166
1992	204	59	242	619	16	2164
1993	69		176	516	88	3683
1994	77	5	200	476	74	4155
1995	46			136	59	4451
1996	44			272	160	3616
1997				46		520
1998		31	504			6841
1999						2262
TOTAL	10640	23436	11550	6746	3589	56713

** : c'est le total des superficies plantées entre 1929 et 1960

SUPERFICIES TOTALES PLANTEES, toutes essences confondues : 112.674 ha

Dans la situation de la réglementation actuelle où le diamètre d'exploitabilité est de 60 cm et plus pour la plupart des essences autres que le teck (de 22 à 25 cm de diamètre), les volumes de produits mobilisables annuellement sur une période de 40 à 50 ans sont estimés à :

- 55.000 m³ / an pour le teck ;
- 30.000 m³ / an pour les autres essences de plantations ;
- 90.000 m³ / an pour les bois de plantations de forêts naturelles.

Dans la perspective d'une valorisation optimale des essences de plantation avec une réduction du diamètre d'exploitabilité à 25 cm pour toutes les essences à l'instar du teck, les volumes mobilisables dans les plantations en conformité avec les plans d'aménagement, pourraient se situer entre 200 et 250.000 m³ / an. A ce volume, il faut ajouter environ 40 à 45 % de sous produits d'exploitation qui sont abandonnés sur les parterres de coupes.

A ce jour, moins de 30 % de ce potentiel fait réellement l'objet d'une valorisation commerciale (exportation sous forme de grumes pour le teck). L'absence au plan local d'unités de transformation adaptées à ces bois de petits diamètres et de débouchés commerciaux « des produits », explique actuellement cette sous valorisation des bois de plantations.

Par ailleurs, la nouvelle politique forestière a proposé l'arrêt de l'exportation des sciages verts y compris les grumes de teck. L'entrée en vigueur de cette mesure qui semble imminente, va ramener à moins de 10 % le niveau de valorisation des bois de plantation au regard de la structure actuelle des unités locales de transformation des bois essentiellement tournées vers les bois de gros diamètres (60 cm et plus).

3. Situation actuelle

SITUATION DES VENTES DE BOIS D'ŒUVRE DE 1991 A 1996

Bois d'œuvre de forêts naturelles			Bois d'œuvre des plantations	
Années	Volume exploités(m ³)	Prix unitaire	Volumes exploités	Prix unitaires
1991	67.186	1500	21.575	5940
1992	64.562	1750	26.000	6300
1993	46.044	2500	28.400	5450
1994	150.000	2750	66.500	20650
1995	150.000	3500	76.530	19769
1996	118.500	4800	80.500	26919
TOTAL	596.292		299.505	

EVOLUTION DES PRIX UNITAIRES MOYENS PONDERES POUR LES DIFFERENTS TYPES DE PRODUITS VENDUS.

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1998	2000*
Bois teck	5940	6300	5450	20650	19413	31323	46115	73774	89966	94122
Poteau teck							8100	10000	10817	11636
Bois divers							8933	6000	6000	7850
Bois œuvre F.N.	1500	1750	2500	2750	3500	4800	5500	6000	11585	

* : 1^{er} trimestre 2000

Ces données traduisent le faible niveau de valorisation des bois de plantation à l'exception du teck qui a bénéficié d'une conjoncture exceptionnelle à partir des années 1994.

4. Situation souhaitée à l'issue du projet

Le projet doit aider à mettre en place un complexe sylvo-industriel autour des plantations forestières de la SODEFOR. Les unités ainsi créées devront permettre :

- une meilleure valorisation industrielle du bois de plantation à partir de 20 à 25 cm. Le cycle et la sylviculture des différentes essences concernées connaîtront également des réajustements en vue d'améliorer la rentabilité économique et financière de ces plantations ;
- l'amélioration des rendements en usine grâce à des nouveaux équipements et à la diversité des produits finis attendus ;
- la génération de ressources suffisantes pour refinancer la forêt et assurer par la même occasion, l'autofinancement tant recherché du secteur forestier. Cette situation va concourir à asseoir la base d'une gestion durable des ressources forestières ;
- d'améliorer les recettes tirées par la SODEFOR de l'exploitation des bois de petit diamètre ;
- d'associer le secteur privé tant national qu'étranger, au développement des activités de la SODEFOR ;
- de créer un plus-value plus importante ;
- de créer des emplois ;

- D'un point de vue environnemental, l'intensification de la gestion forestière va créer un cadre plus propice à la protection durable des écosystèmes forestiers et de la biodiversité, étant entendu que cela va entraîner une réduction de la pression sur les forêts naturelles moins productives.

5. Stratégie du projet

En terme de stratégie, le projet reposera principalement sur le partenariat entre la SODEFOR, les populations rurales qui sont les réservoirs de main d'œuvre et le secteur privé, tant national qu'étranger.

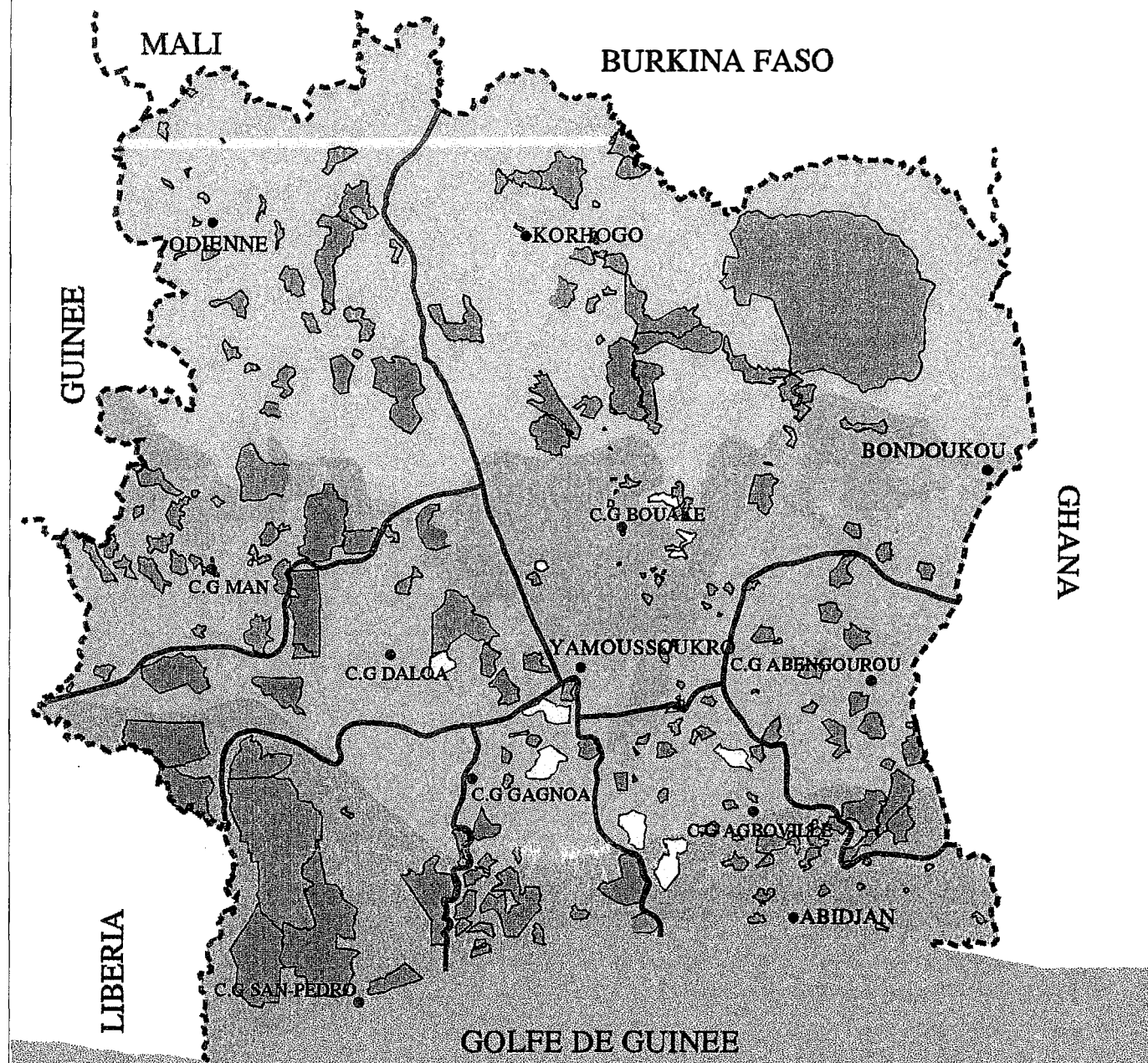
6. Mécanismes de financement

Dans un premier temps, il pourrait être envisagé un cofinancement avec :

- la SODEFOR d'une part ;
- les opérateurs privés (nationaux et étrangers) d'autre part.

Par la suite l'Etat pourra se désengager au profit du privé pour se consacrer à la constitution de la ressource par la sylviculture.

L'étude de faisabilité permettra de définir, en détail, la forme juridique de l'unité à créer et les niveaux de participation effective des différents partenaires.













REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT DE L'EAU ET DE LA FORET



SOCIETE DE DEVELOPPEMENT DES FORETS

LES FORETS CLASSEES DE COTE D'IVOIRE GEREES PAR LA SODEFOR

-  FORETS CLASSEES
-  PLANTATIONS INDUSTRIELLES
-  PARCS NATIONAUX
-  SECTEUR OMBROPHILE
-  SECTEUR MESOPHILE
-  SECTEUR MESOPHILE ET SUB-SOUDANAIS
-  SECTEUR SUB-SOUDANAIS ET SOUDANAIS
-  LIMITE D'ETAT
-  CENTRE DE GESTION
-  CHEF LIEU DE DEPARTEMENT

FICHE PROJET

Intitulé : **MISE EN PLACE D'UNE UNITE DE PRODUCTION DE
CHARBON ACTIF EN COTE D'IVOIRE**

Résumé:

La mise en place d'un projet de production de charbon actif en partenariat avec le secteur privé, vise à offrir une valeur ajoutée intéressante à la transformation des sous produits de la SODEFOR (produits d'éclaircie, rebuts d'exploitation, etc...) et à stimuler le démarrage de la valorisation à plus grande échelle, des produits et sous-produits de la SODEFOR.

Partenaires souhaités :

**Etat (SODEFOR)
Opérateurs privés nationaux
Opérateurs privés étrangers**

Financement :

Etat (SODEFOR) :	20 à 25 %
Opérateurs privés nationaux :	30 à 35 %
Opérateurs privés étrangers :	45 %

Démarrage :

**Dès que les partenaires seront identifiés et les
fonds mis en place**

CONTEXTE

De 16 millions d'hectares au début du siècle, puis environ 12 millions en 1960, le patrimoine forestier productif ivoirien est estimé aujourd'hui à moins de 3 millions d'hectares. Ce rythme de dégradation effréné est lié principalement :

- au développement à grande échelle d'une agriculture extensive et itinérante basée sur les cultures pérennes ;
- à une exploitation forestière anarchique de type minier qui a été, pendant longtemps, une des premières sources de devises de l'Etat ;
- à la production, de façon artisanale du charbon de bois consommé par les ménages, tant dans les grandes villes que dans les campagnes ;
- à la vétusté du matériel utilisé par les exploitants forestiers et industriels induisant des rendements relativement faibles à tous les niveaux :
 - sur le terrain, 35 à 40 % des bois abattus sont abandonnés en forêts. Pour les arbres présentant des défauts (pourriture du cœur, fentes à l'abattage, nœuds, etc.), le taux d'abandon en forêt peut parfois atteindre 100 %. A ces pertes de matière ligneuse déjà importantes s'ajoutent les dégâts d'abattage qui peuvent souvent concerner des volumes équivalents ou supérieurs à ceux prélevés selon les cas ;
 - sur les parcs à bois, des cas d'abandon plus ou moins important selon les besoins des exploitants ou des industriels sont également à relever ;
 - dans les usines, les rendements machines dépassent rarement 60 % à cause de la vétusté du matériel encore utilisé ;
 - la deuxième et la troisième transformation susceptibles d'améliorer ces rendements se mettent difficilement en place, malgré un environnement juridique et fiscal de plus en plus favorable.

Des tentatives de valorisation des produits d'éclaircies et de rebuts d'exploitation ont existé en particulier autour des grands centres urbains que sont Abidjan et Bouaké. Elles se sont limitées principalement aux bois énergie et la carbonisation (généralement avec des meules traditionnelles) pour un usage domestique. Cette forme de valorisation est de très loin insuffisante pour diminuer la pression sur les forêts tout en maintenant l'équilibre socio-économique de la filière.

Les produits d'éclaircie qui sont de plus en plus importants en quantité et en qualité au regard de l'âge des premières plantations, demeurent également largement sous valorisés.

En effet, à peine 3 à 5 milliers de m³ sont commercialisés (sous forme de perches, piquets ou de poteaux) sur un potentiel de plusieurs centaines de milliers de m³.

D'où l'intérêt de rechercher de nouvelles voies de valorisation plus intéressante de tous les sous-produits en vue d'une gestion durable des ressources forestières ivoiriennes. La production de charbon actif, paraît répondre à cette attente.

LE PROJET

1. Objectifs spécifiques

- promouvoir les sous produits de l'exploitation et des produits d'éclaircie non commerciale par le développement de nouvelles techniques industrielles de valorisation de ces produits ;
- améliorer les recettes tirées de la valorisation des sous-produits forestiers ;
- associer le secteur privé national et le secteur privé étranger au développement des activités de la SODEFOR ;
- créer une plus-value plus forte et des emplois.

2. Problème à traiter

La SODEFOR gère 3,5 millions d'ha de forêts ^{natur}~~nouv~~elles et 130 000 ha de plantations artificielles. L'application des règles sylvicoles dans ces forêts (naturelles et artificielles) génère de grandes quantités de sous-produits non valorisés.

Or ces sous-produits de plantations (produits d'éclaircies) et sous-produits d'exploitation et de transformation des produits des forêts artificielles et naturelles, sous gestion de la SODEFOR, sont susceptibles de contribuer de façon significative, à la satisfaction des besoins énergétiques nationaux et internationaux (charbon de bois, charbon actif...), à l'amélioration des recettes de la SODEFOR ainsi qu'à la consolidation d'un partenariat avec le secteur privé tant national qu'étranger.

Les technologies susceptibles d'être mises en œuvre existent. Elles doivent être choisies avec discernement et, si besoin, être adaptée au contexte avant transfert.

La mise en place d'un projet de production de charbon actif, est par ailleurs de nature à stimuler le démarrage d'une valorisation à plus grande échelle des sous-produits d'exploitation de la SODEFOR.

3. Situation actuelle

La SODEFOR gère 130 000 ha et 3,5 millions ha de forêts naturelles réparties sur l'ensemble du territoire national (cf. carte ci-jointe). Le tableau ci-dessous donne une situation des reboisements actuels gérés par la SODEFOR.

A cet important gisement dans les plantations, s'ajoutent les sous-produits d'exploitation qui représentent environ 40 % des volumes enlevés, soit 800 000 m³ de rebuts qui restent à valoriser.

+ 40.000 ha de cocoteraies (coques) + sous-produits de la transformation

4. Situation souhaitée à l'issue du projet :

A l'issue du projet, il y aura l'émergence de :

- une ou plusieurs unités de production de charbon actif ;
- une meilleure valorisation des sous-produits d'exploitation ;
- une amélioration de la qualité des plantations due à une meilleure application des règles sylvicoles (éclaircies).

5. Stratégie du projet

En terme de stratégie, le projet reposera principalement sur un partenariat entre la SODEFOR, les populations rurales qui sont des réservoirs de main d'œuvre et le secteur privé tant national qu'étranger.

5. Mécanismes de financement

Dans un premier temps, il pourrait être envisagé un cofinancement avec :

- la SODEFOR d'une part ;
- les opérateurs privés (nationaux et étrangers) d'autre part.

L'étude de faisabilité permettra de définir, en détail, la forme juridique de l'unité à créer et les niveaux de participation effective des différents partenaires.

Liste des membres de la Délégation Ivoirienne à Classe-Export

Noms	Fonction/Société ou Organisme	Secteur d'activité
Bohoun BOUABRE	Ministre du Commerce et de l'Industrie	
Victor NEMBELESSINI-SILUE	Conseiller Technique	
Joseph-Désiré BILEY	Président FNISCI, PDG TRCI	Hévéa, production caoutchouc naturel
Daniel TEURQUETIL	Directeur Général FNISCI	Association professionnelle
Lamine SYLLA	Directeur Général Adjoint FNISCI	Association professionnelle
Pacôme MONDON	Mondon Conseil International	Conseil juridique et fiscal
Serge Côte YACE	Président PROMEXA	Promotion des exportations des produits agricoles non traditionnels
Louis AMEDE	Président de l'AIPEF (Association Ivoirienne de la Presse Economique et Financière)	Journalisme
Laurent BASQUE	Président de l'APEX-CI (Association pour la Promotion des Exportations de Côte d'Ivoire)	Promotion des Exportations
Guy M'BENGUE	Directeur Général de l'APEX-CI (Association pour la Promotion des Exportations de Côte d'Ivoire)	Promotion des Exportations
Serge BOMBO	Business Development Officer de l'APEX-CI (Association pour la Promotion des Exportations de Côte d'Ivoire)	Promotion des Exportations
Joseph AKA	Directeur Général de CODINORM (Côte d'Ivoire Normalisation)	Normalisation/certification
Seydou TOURE	Directeur BSTP	Développement Sous-traitance et recherche de partenaires
Joël Dervain	Directeur des Ressources Humaines Sir/liao	Produits pétroliers et Formation industrielle
Pierre-Henri COFFI	Secrétaire Général FDFP	Développement et Financement de la Formation professionnelle
Fatou COULIBALY	Directrice des grandes entreprises FDFP	Développement et Financement de la Formation professionnelle
Jean-Claude KOUASSI	Président du Conseil d'Administration SODEFOR	Développement forestier
Gouessé AïDARA	Directeur Général SODEFOR	Développement forestier
Mamadou SANGARE	Directeur des Etudes et Projets SODEFOR	Développement forestier
René MURATORE	Promoteur projet TOURACO	Fabrication des pulpes et jus de fruits (ananas, mangue, fruit de la passion)
Bernard DERRIEN	1 ^{er} Vice-Président collège PME/PMI de la FNISCI, PDG CMI , CATRAM , TDCI, SOGERTAO, PROGALVA,	Construction métallique industrielle, réparation travaux maritime, froid-climatisation, installation réseaux de

		télécommunications
Jean-Baptiste KOUAME	Promoteur Projet mécanique de précision (CAO / CFAO)	Fabrication de moules métalliques
Guillaume FANDJINOU	DG CA2I	Informatique industrielle/DAO/CAO
René DELAFOSSE	DGA COBACI	Etablissement financier
Assafoua AKA Monné KOUASSI	Directeur Prospection Informatique SOTRA Directeur Ateliers Centraux SOTRA	Transports Terrestres urbains
Renaud GOIRAND	DG GE07	Business to business
Maximilien LEMAIRE	PDG GEMA	Travaux de réparation ferroviaire- construction et maintenance industrielle- chaudronnerie